

joué de loin le rôle le plus crucial dans tout le parcours. Il a été beaucoup plus mal servi par George Bush. En avril 1991, en raison des difficultés économiques entraînées par ses réformes, Gorbatchev lui demanda un prêt de \$1.5 milliard pour l'achat de céréales américaines qui lui fût refusé. Parlant à ses proches Bush leur dit: « Il semble croire qu'on lui doit de l'aide économique parce que nous le soutenons politiquement » (349).

De toutes les concessions que Gorbatchev a été amené à faire, la plus importante n'aura pas été celle de la réunification de l'Allemagne même s'il aurait nettement préféré une confédération des deux États. Pendant sept mois il s'est objecté à son inclusion dans l'OTAN. Il a proposé sous différentes formes possibles la mise en oeuvre d'un nouvel ordre international en Europe. Entre autres un sous-système de sécurité pan-européen qui aurait remplacé l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Même si les accords de Potsdam de 1945 lui donnaient un droit de veto sur la réunification allemande, il choisit de ne pas l'utiliser pour ne pas gâcher l'euphorie européenne et mondiale et ses bénéfiques escomptés. On lui promit pour cela que l'OTAN ne s'étendrait pas au-delà de l'Allemagne. Il eut le tort de ne pas demander de garanties contractuelles là-dessus. Comme Archie Brown le souligne en conclusion, la violation de cette promesse a été extrêmement lourde de conséquences par la suite et jusqu'à nos jours.

Dès 1993 avec le projet d'inclusion de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchéquie dans l'OTAN, Eltsine et tout son entourage politique pro-occidental s'y sont vivement opposés. Ils se sont dits très mal récompensés d'avoir démantelé l'URSS pour « rejoindre les rangs du monde civilisé » selon leurs propres termes. L'OTAN élargie allait devenir la principale organisation de sécurité collective en Europe dont la Russie était exclue. L'élargissement de l'OTAN allait se poursuivre avec l'inclusion des trois États baltes et de bien d'autres. Habitué à ce que la Russie malgré toutes ses protestations s'inclinait devant ces faits accomplis, George Bush junior, sous-estimant apparemment le redressement économique de la Russie, fit adopter par l'OTAN en avril 2008 une résolution à l'effet que la Géorgie et l'Ukraine deviendraient membres de l'OTAN. Le résultat en fut quelques mois plus tard la guerre de Géorgie et son démembrement partiel, suivi en 2014 de celui de l'Ukraine à la suite du renversement du pouvoir en place et de son remplacement par un gouvernement demandeur d'OTAN. Avec la mise au ban de la Russie par le monde occidental, a-t-on raison de parler d'une nouvelle guerre froide comme on l'entend?

## Brève histoire de la gauche politique au Québec

**François Saillant, Montréal : Écosociété, 2020, pp.272**

Bruce McKenna, Université du Québec à Montréal ([mckenna.bruce@courrier.uqam.ca](mailto:mckenna.bruce@courrier.uqam.ca))

Dans *Brève histoire de la gauche politique au Québec*, François Saillant inscrit l'expérience de Québec solidaire (QS) et certaines formations qui l'ont précédé dans une généalogie d'une gauche politique québécoise qui tracerait ses racines jusqu'aux premiers mouvements ouvriers du 19<sup>e</sup> siècle. Ce n'est toutefois pas l'histoire du mouvement nationaliste, du mouvement syndical, ou des mouvements sociaux au sens plus large. Saillant définit son objet central comme « les formations actives sur la scène électorale et parlementaire » (15) qui se sont définis par leurs revendications égalitaires contre le statu quo, c'est-à-dire leur orientation « de gauche » selon la définition d'Alain Noël et Jean-Philippe Thérien (2010). Le Parti vert du Québec (PVQ) et le Parti québécois (PQ) sont alors exclus en raison de l'ambivalence de plusieurs de leurs

membres par rapport au clivage gauche-droite (17). Néanmoins, Saillant discute souvent de ces partis, de même que des mouvements sociaux, en termes de leurs liens poreux avec les formations de la gauche politique avouée.

L'importance particulière de ce livre est l'apport personnel de Saillant, lui-même militant de longue date. Les chapitres 5 à 8 qui traitent de la période de 1980 à aujourd'hui, soit la moitié du livre, reposent en grande partie sur l'archive documentaire personnel de l'auteur. Saillant cite plusieurs de ses documents internes de formations de gauche jusqu'alors obscures. Il a aussi mené plusieurs entrevues avec des personnages clés. Son expérience personnelle a facilité sans doute ses pistes de recherches dans d'autres archives, notamment des publications de gauche. Le livre serait un très bon point de départ pour des recherches sur QS, ou simplement pour comprendre les dynamiques de la gauche québécoise de la fin du 20<sup>e</sup> siècle et après. L'autre moitié du livre cible la période 1880–1980. Cette partie est plutôt un survol historique, qui tire de plusieurs sources secondaires en les complétant avec des données statistiques électorales et de la recherche dans les archives.

Le livre est essentiellement organisé chronologiquement, commençant par un bref survol de « l'action politique ouvrière » de 1880 à 1920 (19–33). Après quelques initiatives politiques effectuées par le mouvement syndicat naissant à l'appui de candidats libéraux et conservateurs spécifiques, une succession de petits partis politiques ouvriers formels a émergé. La gauche pancanadienne demeurait fragmentée et peu organisée à cette époque, même si un Parti socialiste du Canada et un Parti ouvrier du Canada ont existé (24–32). Saillant passe ensuite à la période 1921–1959, qui a vu d'abord une « difficile implantation du Parti communiste » (37). La Fédération du Commonwealth Coopératif (*Cooperative Commonwealth Federation* ou CCF), qui concurrençait le parti communiste, était plus ou moins sur un pied d'égalité avec ce dernier. La CCF a effectué une percée moins importante au Québec qu'ailleurs au Canada, en grande partie parce que leur mouvement n'incorporait pas les francophones en grands nombres. Plusieurs militants de la CCF se méfiaient des Canadiens français et de leurs préoccupations (47). Dans cette section, Saillant aurait pu bénéficier d'un dialogue avec Christo Aivalis (2018), qui mobilise des sources primaires sur la CCF au Québec dans son travail récent sur la relation entre Pierre Elliott Trudeau et la gauche.

Le chapitre 3 discute les années 1960, qui ont vu des fragmentations à la fois sur l'axe gauche-droite et sur la question nationale. Un « Parti socialiste du Québec » (PSQ) a tenté de jouer un rôle de NPD provincial en quelque sorte, avec une orientation plus nationaliste, avant de « disparaître dans l'indifférence générale » en 1968 (81). Ce parti était proche des travailleurs, mais se trouvait concurrencé par le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), qui prônait un « socialisme modéré » sous son chef Pierre Bourgault (63). Le RIN a connu plus de succès en termes de finances et de membres, mais n'a jamais gagné une grande présence à l'Assemblée nationale (66). Avec l'arrivée du PQ sur la scène provinciale vers la fin de la décennie, plusieurs militants de gauche ont préféré se tourner vers la politique municipale à Montréal plutôt que de militer pour un parti qui regroupait des nationalistes de plusieurs idéologies (84). Le bref chapitre 4 (90–101) traite de la « gauche politique orpheline » à l'époque où le PQ était à la hauteur de son influence.

Les années 1980 (chapitre 5) ont donné naissance au Mouvement socialiste (MS), provenant du milieu syndical, et au Regroupement pour le socialisme (RPS) organisé autour de la revue *Presse-Libre*. Les deux organismes se concurrençaient (thème qui revient souvent dans cette histoire de la gauche !) et se sont effondrés par la fin de la décennie par défaut de souci à l'organisation. Le *zeitgeist* néolibéral des années 1980 n'a pas aidé (137). Les années 1990 (chapitre 6) ont vu l'émergence d'un NPD provincial qui a rapidement rompu avec son homologue fédéral sur la question de la souveraineté, se reconstituant comme le Parti de la démocratie socialiste (PDS; 152–162). Simultanément, des acteurs provenant de mouvements sociaux ont formé le Rassemblement pour une alternative politique (RAP) vers 1997, qui a appuyé certains candidats indépendants sans aller jusqu'à former un véritable parti (162–166).

Dans la période 2001–2005, un moment d'esprit altermondialiste, deux formations à l'origine de QS se sont cristallisées : l'Union des forces progressistes (UFP) qui rassemblait le PDS et le RAP entre autres (177–186), et Option citoyenne (OC), qui amenait la culture particulière du mouvement féministe dans un « mouvement non-partisan d'action politique » et ensuite un parti politique (187, 192). L'UFP et OC ont fusionné pour former QS en 2006 (211). Le dernier chapitre raconte l'histoire de la montée électorale graduelle de QS jusqu'à présent, incluant sa fusion avec Option nationale (ON). Saillant conclut en faisant quelques observations stratégiques à la lumière de cette histoire. Il salue notamment la synthèse particulière de la démocratie interne et de la volonté d'unité chez QS, qui semble faire sa force en contraste avec la gauche fragmentée du passé (235).

## Bibliographie

- Aivalis, Christo. 2018. *The Constant Liberal: Pierre Trudeau, Organized Labour, and the Canadian Social Democratic Left*. Vancouver : UBC Press.
- Noël, Alain et Jean-Philippe Thérien. 2010. *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*. Traduit de l'anglais par Véronique Dassas et Colette Saint-Hilaire. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

## Décoloniser le Canada

### Arthur Manuel et Ron Derrickson, 2018, Montréal : Écosociété, pp. 352

Sébastien Girard Lindsay, Université d'Ottawa

Les luttes menées par les peuples autochtones du Canada dans leur quête pour assurer leur autodétermination sont protéiformes. Elles s'expriment notamment par des actions directes, des revendications politiques, économique et juridiques, mais également par le biais de la littérature. L'ouvrage *Décoloniser le Canada* rédigé par Arthur Manuel et le Grand Chef Ron Derrickson s'inscrit dans cette dernière perspective et offre au lecteur une vision privilégiée sur l'histoire de l'action politique autochtone contemporaine au Canada. Par la vie d'Arthur Manuel, l'ouvrage retrace les luttes politiques et économiques qu'ont menées les Premières Nations au Canada dans un effort de redéfinition de leur rôle avec l'État canadien. Il s'agit donc d'un livre militant plutôt que théorique, qui nous rappelle d'ailleurs l'ouvrage fondateur de son père George Manuel (Manuel & Posluns, 1974). Ron Derrickson n'occupe qu'un rôle secondaire dans la trame narrative, ne contribuant qu'à l'épilogue. Les auteurs lancent un message clair au lecteur : il est grand temps de décoloniser le Canada et de redéfinir le rôle de l'État canadien avec les Premiers peuples. Nous ferons l'économie de quatre grands axes transversaux articulant le propos du livre et dans lesquels les luttes autochtones s'enracinent : l'axe personnel, l'axe national, l'axe international et l'axe local.

La principale force de l'ouvrage réside dans son caractère intimiste. Le lecteur notera une profonde sincérité dans les propos des auteurs, puisqu'il s'agit de luttes qui les ont affectés sur les plans sentimental et physique. Le lecteur assistera par exemple à la tentative d'assassinat de Ron Derrickson par un ancien policier embauché par des hommes d'affaires locaux (130). Arthur Manuel expose sans retenue les forces et les faiblesses du mouvement politique autochtone, jetant un éclairage sur les intérêts des diverses communautés autochtones qui sont souvent opposés. D'entrée de jeu, l'ouvrage s'intéresse à la jeunesse d'Arthur Manuel et son passage dans les écoles résidentielles et carcérales, deux structures coloniales qui s'imposent dans la vie de bon nombre d'Autochtones. Ce séjour fera naître en lui les germes d'une